



RAPPORT ANNUEL

2014



وفابايل
Wafabail





Une équipe
d'experts

SOMMAIRE



06 ORGANES DE GOUVERNANCE

06 CONSEIL DE SURVEILLANCE

07 DIRECTOIRE

08 COMITÉ EXÉCUTIF

10 MESSAGE DU PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE

12 CHIFFRES CLÉS

14 ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

16 ENVIRONNEMENT AFRICAIN

18 ENVIRONNEMENT NATIONAL

22 SECTEUR DU CRÉDIT-BAIL

26 ACTIVITÉ DE WAFABAIL

28 FAITS MARQUANTS

31 EXAMEN DES COMPTES DE L'EXERCICE 2014

- EXTRAIT DU RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE
- RAPPORT GÉNÉRAL - COMMISSAIRES AUX COMPTES
- COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2014
- RÉOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 26 MAI 2015

45 LEXIQUE ET ABRÉVIATIONS

ORGANES DE GOUVERNANCE

**M. Omar
BOUNJOU**

Membre représentant
Attijariwafa bank

**M. Boubker
JAI**

Président du conseil

**M. Mohamed
EL KETTANI**

Membre

**M. Ismail
DOURI**

Membre

**M. Ali
BOUTALEB**

Membre



CONSEIL DE SURVEILLANCE

ORGANES DE GOUVERNANCE

**M. Karim IDRISSE
KAITOUNI**

Président du directoire

**Mme Najat
ESSADKI**

Secrétaire générale
Membre du directoire



**M. Hamid
HAFID**

Directeur risques,
recouvrement
et contentieux
Membre du directoire

DIRECTOIRE

ORGANES DE GOUVERNANCE

**M. Jamal
ABOUTAYEB**

Directeur du
recouvrement

**M. Lahoucine
ACHKAR**

Directeur
financier

**Mme Nezha
ALAOUI AZIZ**

Directrice
des opérations

**Mme Sanaa
OUCIBLE**

Directrice des risques



**M.
Mohammed
AZZOUZI**

Directeur pôle
contrôle général

**M. Mohamed
KIASS**

Directeur commercial

**M.
Badr-Eddine
BENCHERKI**

Directeur commercial

**M. El Hadi
KERKOURI**

Directeur des ressources
humaines et moyens
généraux

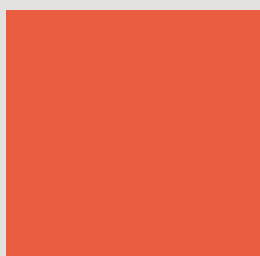
**M. Anass
GHARBAOUI**

Responsable marketing
et communication

**M. Redouane
EL AISSAOUI**

Directeur
de l'organisation et du
système d'information

COMITÉ EXÉCUTIF



MESSAGE DU PRÉSIDENT

2014 fut une année de rupture avec la tendance baissière pour le crédit-bail au Maroc. L'impact des changements de l'environnement international sur l'économie marocaine, la politique de restriction budgétaire et l'allongement des délais de paiement avaient fortement pénalisé la structure de l'investissement privé ces dernières années. Outil de financement de l'investissement par excellence,



le leasing a renoué avec le trend positif en 2014, du fait du raffermissement même timide des investissements nationaux. Ainsi, les nouveaux financements ont crû d'un léger 0,4 %. Ceci étant, les encours n'ont connu qu'une très petite progression de 1,3 %, du fait de la perte d'encours du crédit-bail mobilier, à maturité moyenne de 48 mois, et dont le stock se renouvelle difficilement.

C'est dans ce contexte de marché que nous avons, au niveau de Wafabail, consolidé notre place de leader du crédit-bail. Les financements ont enregistré une progression de 2 %, portant ainsi la production à 3,9 milliards de dirhams, ce qui nous a procuré le meilleur taux de pénétration du marché avec 29,9 %. L'encours financier a dépassé la barre des 12 milliards de dirhams enregistrant une progression de 4,4 % et notre part de marché a atteint 27,7 %, confirmant le leadership de la filiale leasing du groupe Attijariwafa bank dans son marché.

Derrière ces performances se trouve des femmes et des hommes investis, d'Attijariwafa bank et de Wafabail. Des compétences qui ont la volonté de servir nos clients aux plus hauts standards de la qualité. Des équipes dont nous sommes, au sein du groupe Attijariwafa bank très fiers.

En 2013, Wafabail a entamé un ambitieux programme de partage d'expertise avec les filiales internationales du Groupe, par la mise en place de l'activité leasing dans ses filiales subsahariennes. C'est ainsi que après les filiales Société Ivoirienne de banque en Côte d'Ivoire et Société Camerounaise de Banque au Cameroun, l'expertise Wafabail a été exportée à la CBAO au Sénégal, l'UGB au Gabon et le CDCo au Congo Brazzaville.

Pour 2015, nous continuerons à améliorer nos standards à même de répondre aux exigences de plus en plus pointues de nos clients et servir au maximum les opérateurs économiques de notre pays. Parallèlement et conformément à la stratégie de la maison mère, nous poursuivrons notre programme de déploiement de l'activité leasing dans les filiales subsahariennes du groupe Attijariwafa bank. L'objectif étant de généraliser l'activité dans l'ensemble des filiales de la banque à l'horizon 2016.

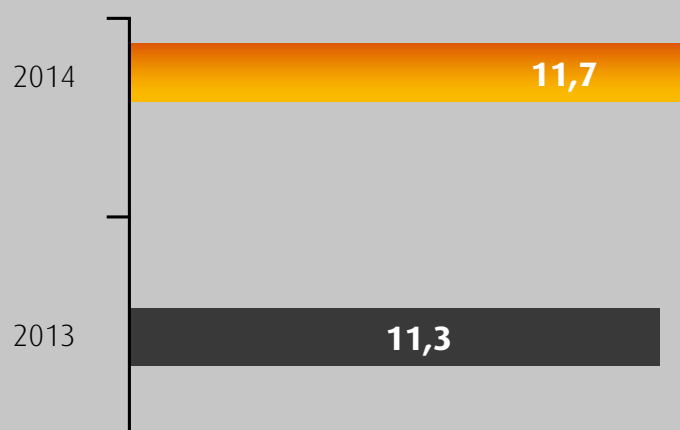
Karim IDRISSE KAITOUNI
Président du directoire

CHIFFRES CLÉS



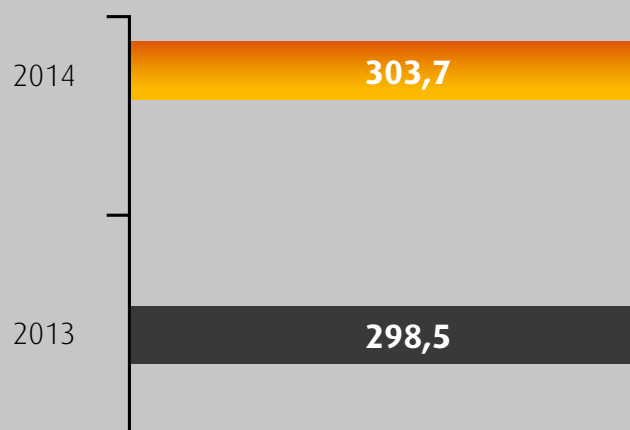
Encours net comptable

(EN MILLIARDS DE DH)
+4 %



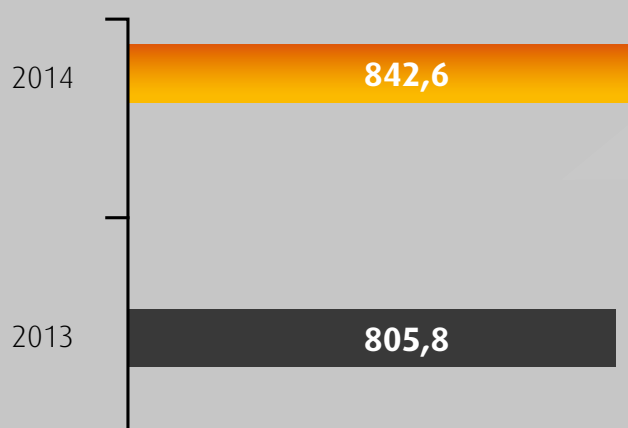
PNB

(EN MILLIONS DE DH)
+2 %

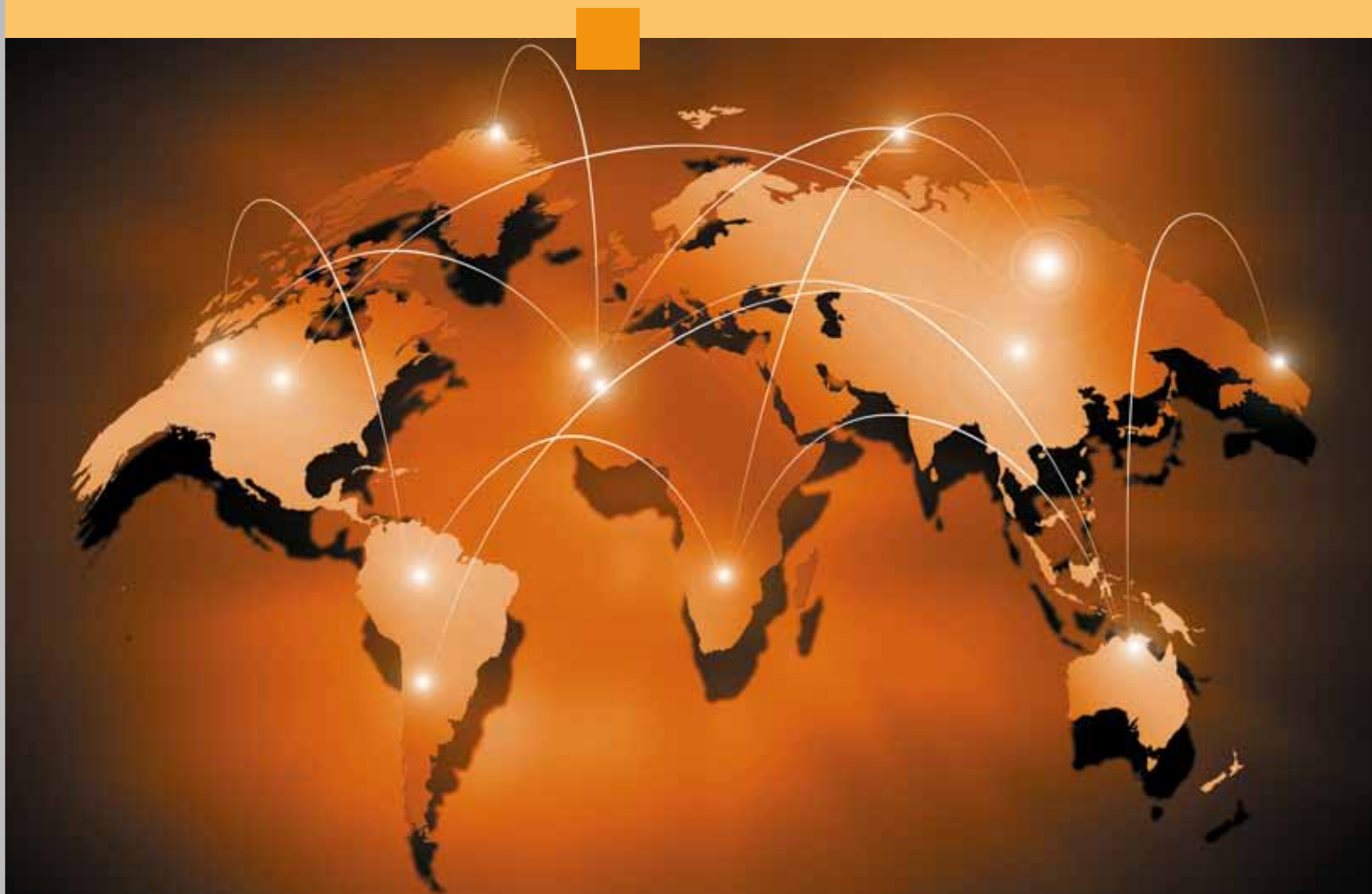


Fonds propres & assimilés

(EN MILLIONS DE DH)
+5 %



ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL



En 2014, la croissance mondiale a été plus faible que prévu. Après une progression relativement modérée et volatile de l'économie mondiale, au premier semestre, l'activité se serait redressée au semestre suivant, soutenue d'une part, par l'apaisement des turbulences et la mise en œuvre de politiques accommodantes dans les économies avancées et d'autre part, par le rebond des importations des pays émergents. Globalement, la croissance ne s'est que légèrement accélérée en 2014 pour atteindre un taux de 2,6 % contre 2,5 % en 2013. Derrière ces chiffres globaux se dissimulent toutefois des divergences de plus en plus marquées au sein des grandes économies.

En effet, tandis que l'activité gagnait de la vitesse aux États-Unis et au Royaume-Uni, parallèlement à l'assainissement du marché du travail et à la poursuite de politiques monétaires extrêmement accommodantes, la reprise piétinait dans la zone euro et au Japon en raison des effets persistants de la crise financière conjugués aux blocages structurels. Après avoir progressé de 0,5 %, en glissement trimestriel, au troisième trimestre 2014, l'activité des économies avancées se serait améliorée de 0,4 % au quatrième trimestre. La croissance s'y serait établie à 1,7 % en 2014.

Pour sa part, l'activité des pays émergents et en développement aurait conservé un rythme de croissance relativement modéré au quatrième trimestre 2014. Les taux de croissance insatisfaisants observés dans certains pays en développement en 2014 sont dus à la faiblesse de la demande extérieure, mais aussi au durcissement des politiques intérieures, au climat d'incertitude politique et aux limites imposées par l'offre. La croissance y aurait été de 4,4 % en 2014.

L'inflation mondiale aurait fléchi au cours des derniers mois de 2014, sous l'effet de la forte baisse des cours de pétrole.

ÉTATS-UNIS :

Soutenue par la vigueur de la demande intérieure, l'activité aux États-Unis se serait appréciée, au quatrième trimestre, de 0,6 % en glissement trimestriel, au lieu de +1 % un trimestre plus tôt.

La hausse de 0,6 % de la consommation privée aurait profité de la poursuite de l'amélioration du marché de travail, entraînant une croissance du revenu disponible et des niveaux élevés de la confiance des ménages.

L'investissement privé aurait été relativement dynamique (+1,4 %) notamment au niveau des dépenses des entreprises en équipement et en logiciel.

Les exportations auraient, également, continué à soutenir la croissance américaine, affichant un accroissement de 1,4 %.

L'inflation se serait établie à 1,3 % en novembre en baisse de 0,4 point par rapport au niveau du mois d'octobre,

ZONE EURO :

La croissance y serait restée modeste (+0,2 %), au quatrième trimestre 2014, soit le même niveau que le trimestre passé. La progression de la consommation privée aurait été plus faible que le trimestre passé (+0,2 % contre +0,5 %) suite notamment à un recul de la consommation en Allemagne et en France.

En revanche, l'investissement, et après une évolution négative au cours des deux derniers trimestres, aurait renoué avec une croissance positive (+0,1 %), sous tendue par un redressement modéré de l'investissement hors construction.

L'inflation aurait enregistré une baisse de 0,1 point en novembre par rapport au niveau du mois d'octobre 2014.

JAPON :

Au Japon, la reprise piétinait en raison des effets persistants de la crise financière conjugués aux blocages structurels.

Après deux trimestres de récession sous l'effet de la hausse de la TVA, l'activité se serait redressée de 0,4 % après un recul de -0,5 % le trimestre passé, soutenue par une amélioration de la demande extérieure et une progression de l'investissement des entreprises.

CHINE :

Pour sa part, la Chine traverse une phase de ralentissement soigneusement gérée. Les autorités chinoises poursuivent leurs mesures de rééquilibrage économique au profit de la consommation intérieure.

L'investissement aurait continué de décélérer, alors que la consommation des ménages n'aurait progressé que modérément. Cette phase de transition engagée entraîne une moindre demande vers l'extérieur et pénalise la croissance des pays émergents et le prix des matières premières. Les exportations sont restées dynamiques à 13 % de hausse. En revanche, la croissance des importations n'atteint que 6 % en raison de la faiblesse de la demande intérieure.

Au final, la croissance de la Chine se serait établie à 7,4% en ligne avec la cible officielle du gouvernement (7,5%).

ENVIRONNEMENT AFRICAIN

En 2014, le produit intérieur brut de l'Afrique a progressé en moyenne de 3.9 %, contre 3.3 % pour le reste du monde – même si cette performance masque de profonds écarts d'une région à l'autre. En Afrique subsaharienne, la croissance s'est établie à 5.2 %. Si l'on exclut l'Afrique du Sud, elle ressort même à un point de plus, ce qui traduit une trajectoire relativement robuste malgré les turbulences régionales et internationales, parmi lesquelles le fléchissement des cours des matières premières et l'épidémie d'Ebola. L'Afrique du Nord affiche des performances plus modérées, à 1.7 %, plombée par la contraction de 20 % de l'économie libyenne, où le conflit perturbe la production de pétrole.



La croissance économique régionale reste inégale

Les performances économiques varient d'une région d'Afrique à l'autre, reflétant les nombreux facteurs qui entrent en compte, comme les écarts de revenu, la dotation en ressources naturelles, les politiques macroéconomiques et la stabilité politique et sociale. L'Afrique de l'Est, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale continuent de faire la course en tête, tandis que l'Afrique du Nord et l'Afrique australe ont plus de mal à tenir le rythme. Mais quelle que soit la région, les enjeux sont les mêmes : parvenir à se diversifier et rendre la croissance plus inclusive.

En Afrique australe :

La croissance est retombée sous la barre des 3 % en 2014. Cette situation s'explique par une activité relativement atone en Afrique du Sud.

L'économie la plus dynamique de la région a reculé à 1.5 % en 2014, contre 2.2 % l'année précédente, plombée par une demande plus faible des partenaires commerciaux et la baisse des cours des matières premières, sans oublier les grèves et les pannes d'électricité, qui ont perturbé l'activité.

En Angola, la croissance a également marqué le pas sur fond de chute des cours du pétrole, d'une baisse temporaire de production pétrolière et d'un épisode de sécheresse qui a pénalisé les rendements agricoles. Elle devrait rester plus faible que le niveau moyen de la décennie passée, la perte de recettes pétrolières rejaillissant sur les dépenses publiques.

Le Mozambique et la Zambie sont les locomotives de la région. Au Mozambique, la croissance est tirée par les mégaprojets et de lourds investissements dans les infrastructures financés à la fois par les IDE et le gouvernement. En Zambie, les bonnes récoltes de 2014 ont dopé la croissance et atténué les conséquences du ralentissement dans le secteur des mines, les industries manufacturières et les services.

Afrique de l'Est :

La croissance s'est accélérée en 2014, à plus de 7 %, contre moins de 5 % en 2013. C'est aussi la région qui a concentré la plus forte hausse des investissements directs étrangers (IDE) en 2014.

Les fluctuations de sa croissance moyenne s'expliquent par la volatilité de la situation au Soudan du Sud, où le conflit armé a plombé la production de pétrole et le PIB en 2013. Le pays a redémarré en 2014. L'Éthiopie, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda et la Tanzanie ont su conserver une croissance relativement alerte. Tous ayant un secteur minier très restreint et des industries manufacturières peu développées – ou en perte de vitesse – ces performances sont à imputer au secteur des services et à la construction. Mais elles résultent aussi d'une transformation sectorielle qui n'a pas toujours la même envergure.

C'est en Éthiopie que les changements structurels sont les plus marqués, avec un recul de la part de l'agriculture dans le PIB (qui reste néanmoins supérieure à celle des autres pays) et un essor du secteur des services (plus fort qu'ailleurs). Au Soudan, la croissance est plus faible, l'économie n'ayant toujours pas surmonté le choc de la sécession du Soudan du Sud en 2011 et de la perte des revenus pétroliers qui en a découlé.

Afrique centrale :

La croissance s'est accélérée en 2014, à 5.6 %, contre 4.1 % en 2013. La conjoncture économique varie cependant grandement d'un pays à l'autre.

La République de Centrafrique subit les conséquences d'une crise politique et sécuritaire. Malgré une croissance modérée, son PIB restera bien inférieur aux niveaux atteints avec l'éclatement

de crise, fin 2012. En Guinée équatoriale, la diminution de la production de pétrole entraîne une érosion continue du PIB.

Tous les autres pays de la région devraient conserver une trajectoire de croissance relativement soutenue. En dépit de la baisse des cours des produits de base, qui a eu quelques répercussions négatives, le secteur minier et les investissements connexes restent les deux principaux moteurs de la région. Même si, dans certains cas (comme au Cameroun, au Gabon, en République Démocratique du Congo et à Sao Tomé-et-Principe), la croissance est plus diversifiée.

Afrique de l'Ouest :

La région a réussi à maintenir une croissance relativement soutenue en 2014, à 6 %, malgré l'épidémie d'Ebola qui touche la région. La Guinée, le Libéria et la Sierra Leone – les trois pays les plus durement frappés – ont vu leur croissance accuser nettement le coup.

Au Nigéria, premier pays d'Afrique par la taille, la croissance s'est accélérée à 6.3 %, contre 5.4 % en 2013, à nouveau portée par les secteurs non pétroliers et, en particulier, les services, les industries manufacturières et l'agriculture, confirmant la diversification en marche de cette économie. La part du secteur du gaz et du pétrole dans le PIB s'est érodée, autour de 11 %, à un niveau pratiquement équivalent à celui des industries manufacturières (10 % du PIB environ).

Le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Niger et le Togo se sont également maintenus sur une trajectoire de croissance relativement soutenue. Mais en Gambie et au Ghana, la croissance a marqué le pas, l'économie se contractant légèrement.

En Afrique du Nord :

La croissance y est restée inégale, les retombées des soulèvements de 2011 se faisant toujours sentir. La situation instable en Libye, la production de pétrole s'en est encore inscrite en baisse au premier semestre 2014 et, malgré un léger redressement au second semestre, la croissance a de nouveau été négative en 2014.

À contrario, le retour à une plus grande stabilité économique et politique en Égypte et en Tunisie a contribué à restaurer la confiance des investisseurs. Par ailleurs, en Algérie la production de pétrole a augmenté pour la première fois depuis huit ans et stimule la croissance, aux côtés du secteur non pétrolier.

La Mauritanie a pour sa part, continué d'afficher la croissance la plus forte et la plus stable de la région, sous-tendue par des politiques macroéconomiques et structurelles favorables. La performance de 2014 est essentiellement à imputer, côté offre, au secteur minier (minerai de fer) et à la construction et, côté demande, à la consommation et l'investissement privés. La part exceptionnellement élevée des investissements dans le PIB (environ 45 %) augurant d'un avenir meilleur.

Au Maroc, la production agricole a diminué en 2014, après les niveaux exceptionnels de 2013, et plombé la croissance du PIB. Mais celle-ci devrait repartir, sous réserve d'une campagne agricole normale et du redressement des marchés d'exportation.

ENVIRONNEMENT NATIONAL

Au Maroc, l'année 2014 a été caractérisée par des événements économiques majeurs qu'il est important de citer :

- **Adoption du système d'indexation partielle des produits pétroliers.** Cette décision a permis de réduire le montant global des charges de compensation de presque 9 millions de dirhams par rapport à 2013, en passant de 42,5 millions à 33,6 millions de dirhams, soit une régression de 21 %.
- **Baisse du taux directeur de 3 % à 2,75 % puis à 2,50 % respectivement en septembre et décembre 2014,** en vue de stimuler la croissance économique du pays, suite à la très faible évolution de l'inflation sur les 10 premiers mois de l'année 2014, avec 0,3 % contre 2,2 % pour la même période de 2013.
- **Lancement de la campagne amnistie des changes.** Le montant des avoirs déclarés a atteint 27,8 milliards de dirhams. Sur cette somme, les caisses du trésor ont collecté plus de 2 milliards de dirhams à travers la contribution libératoire, et les réserves en devises se sont améliorées de presque 8,5 milliards de dirhams.

Selon le haut-commissariat au Plan, le taux de croissance de l'économie nationale s'est établi à 2,4% en 2014 contre 4,7% en 2013, sous l'effet de la baisse de l'activité agricole et du rythme d'accroissement modéré des activités non agricoles.

Balance commerciale

Profitant de l'orientation positive de la demande extérieure, les exportations de biens en valeur se seraient améliorées de 1,2 %, en variation annuelle, au quatrième trimestre 2014 pour clôturer l'année avec une croissance de 8,3 %. Les ventes extérieures des produits auraient été tirées, pour l'essentiel, par celles du premier secteur exportateur à savoir l'automobile, dans ses segments câblage électrique et construction, suivi du secteur textile dans sa branche confection et bonneterie, puis du secteur électronique. Les autres produits, comme les phosphates et dérivés auraient, à contrario, tiré légèrement à la baisse les exportations totales, surtout au mois de novembre.

Les importations quant à elles, elles auraient continué sur leur tendance baissière pour le deuxième trimestre consécutif, enregistrant un repli estimé à 2,6 %, en glissement annuel.

Cette baisse aurait résulté, principalement, du recul de 31,7 % de la facture énergétique, en liaison avec l'apaisement des cours mondiaux du baril de BRENT (76 \$ au lieu de 102 \$ au troisième trimestre), dans un contexte d'une offre abondante sur le marché international et d'une demande moins importante en Chine et encore faible en Europe. Les importations hors énergie se seraient, à l'inverse, inscrites en hausse de 8,9 %, grâce aux acquisitions des biens alimentaires, d'équipement et de consommation.

Le déficit de la balance commerciale se serait, ainsi, allégé de 4,2 %, en raison de la hausse des exportations et du reflux des importations. Cette situation se serait, également, traduite par une amélioration du taux de couverture estimée à 15,9 points, pour atteindre 64,1 %.

Agriculture



Concernant le secteur agricole, la contraction de la valeur ajoutée se serait limitée à 1,5 % au dernier trimestre de 2014, en variation annuelle. La campagne agricole 2013/2014 avait été marquée par un déficit pluviométrique ayant atteint 27 % par rapport à une saison pluviométrique normale. Les effets de ce déficit auraient principalement affecté les céréales, les légumineuses et certaines cultures industrielles, dont les rendements auraient baissé de 2 points, en moyenne.

En revanche, les cultures pratiquées en zones irriguées, notamment la maraichère et l'arboriculture, en particulier les agrumes, auraient affiché des performances notables, favorisant une contraction des prix à la consommation des légumes et des fruits frais de 7,8 % et 6,6 % respectivement au terme des onze premiers mois de 2014.

Dans la branche animale, la production de viande rouge aurait évolué au rythme de 3,1 %, en comparaison avec 2013, en dépit d'une hausse des prix des aliments de bétail, notamment la paille et l'orge.

Globalement, la production agricole se serait infléchie de 1,7 % en 2014, en variation annuelle.

Activités non agricoles

La valeur ajoutée des activités non-agricoles aurait progressé de 3,5 % en 2014. Cette performance, qui s'inscrit dans la continuité de leur raffermissement entamé à la mi-2014, aurait été portée par une amélioration des activités secondaires et une consolidation de la valeur ajoutée des secteurs tertiaires. Les activités de communications, du transport et du commerce auraient le plus concouru à la dynamique du secteur tertiaire, permettant de relever sa contribution à la croissance économique globale à 1,7 point.

A l'inverse, l'hébergement et la restauration auraient vu leur valeur ajoutée s'infléchir de 1,3 %, dans un contexte de décélération des nuitées touristiques et du repli des recettes de voyage. Au niveau des activités secondaires, l'essentiel de leur amélioration aurait été alimentée par la performance des mines, dont la contribution à la croissance économique aurait culminé à 0,5 point, au lieu de -0,3 point une année auparavant.

Énergie et mines



Les activités minières se seraient raffermies affichant une croissance de 12,3 %, en comparaison avec 2013. Cette expansion incomberait notamment au renforcement de la demande des industries locales de transformation, dopé principalement par la reprise des importations asiatiques de l'acide phosphorique.

La production des minerais non métalliques, notamment le phosphate brut serait resté le socle de cette performance. Les gains de compétitivité permis par la baisse des coûts de transport opérée en avril 2014 auraient favorisé un relèvement des exportations des engrais phosphatés, dans un contexte de relance de la demande des pays de l'Amérique latine et de l'Afrique.

Industrie & BTP



Le rythme de progression des industries hors raffinage se serait situé aux alentours de 2 %. Si l'on exclut les branches traditionnellement performantes, en l'occurrence l'agro-alimentaire et les IMME, les industries du « textile et cuir » et celles de la « chimie et parachimie » se seraient bien comportées, par rapport à la première moitié de l'année 2014. Le profil haussier des industries agroalimentaires se serait, en effet, poursuivi au quatrième trimestre de 2014, avec une hausse de 3,8 %, en variation annuelle. Les industries « chimiques et para-chimiques », ainsi que les IMME, se seraient maintenues dans leur phase conjoncturelle favorable, favorisées par un redressement de la demande extérieure. En revanche, les autres industries auraient poursuivi leur tendance baissière amorcée depuis plus de deux années, affichant une baisse de 0,9 %, en variation annuelle.

Pour sa part, l'activité du bâtiment et travaux publics aurait affiché une hausse de 0,8 % au quatrième trimestre 2014, en variation annuelle. Pourtant, la phase prolongée du ralentissement conjoncturel des activités de construction ne semble pas encore toucher à sa fin, comme le laisse augurer, par ailleurs, l'atonie de l'utilisation des matériaux de construction, en l'occurrence le ciment dont les ventes se seraient infléchies de près de 6 %, au cours de la même période. Il faudrait, également, souligner que la poursuite de la contraction des flux nets des crédits aux promoteurs, dont le rythme aurait atteint -5,7 %, à fin novembre, au lieu de -3,2 % au premier semestre, continue de brider le rétablissement de la production des logements. A ce titre, il y a lieu de citer le segment du logement social, qui n'arrive toujours pas à attirer les promoteurs immobiliers, ce qui constitue un autre facteur pénalisant pour la relance des activités du BTP. En 2014, et en dépit des mesures mises en œuvre pour redynamiser le segment, le nombre de logements sociaux autorisés a été de l'ordre de 48 721 logements, contre 87 624 logements en 2013, soit une chute de 44%. Les mises en chantier (hors segment du logement de luxe) ont, pour leur part, régressé de 6,7%, par rapport à l'année qui précède.

Demande intérieure & inflation

La demande des ménages aurait continué de soutenir la croissance économique. La consommation des ménages aurait poursuivi son raffermissement, affichant une hausse de 1,1 %, en variation annuelle. Elle aurait été principalement alimentée par une expansion des crédits à la consommation et une hausse des revenus extérieurs.

L'augmentation de la demande aurait, particulièrement, profité aux importations de produits manufacturés, dont la hausse aurait atteint environ 10,8 % au quatrième trimestre 2014, au lieu de 5,6 % un trimestre auparavant.

L'inflation serait restée modérée sur l'ensemble de l'année avec +0,4 %, après +1,9 % en 2013. La hausse des prix de l'électricité et de l'eau, opérée au dernier trimestre aurait été plus que compensée par le mouvement de repli des prix des produits alimentaires ayant marqué les trois premiers trimestres de l'année. De son côté, l'inflation sous-jacente, qui exclut les produits frais et l'énergie, aurait connu une progression de 1,2 %, du fait du reflux des prix des produits hors frais.



Liquidité et masse monétaire

Le déficit de la liquidité des banques se serait légèrement atténué au quatrième trimestre 2014. L'injection de la monnaie fiduciaire aurait plus que compensé le déficit des liquidités engendré par les opérations du Trésor. Dans ce sens, la banque centrale aurait légèrement diminué ses niveaux d'interventions pour le financement monétaire des banques.

Par ailleurs, les réductions successives du taux directeur de 3 % à 2,75 % en septembre puis à 2,50 %, à fin décembre 2014 a permis un recul des taux interbancaires et des taux d'intérêt des adjudications des bons du Trésor au quatrième trimestre 2014. Cette mesure intervenue dans un contexte de ralentissement de la croissance économique et d'absence de tensions inflationnistes, serait, théoriquement, de nature à stimuler les crédits accordés aux ménages et aux entreprises et, par conséquent, à soutenir la croissance économique.

La masse monétaire aurait cru de 5,8 % au quatrième trimestre 2014, en glissement annuel. Parallèlement, les créances sur l'économie se seraient améliorées de 4,9 %, au quatrième trimestre 2014.

Bourse des valeurs

Le marché des actions aurait ralenti en 2014. Le volume des transactions serait resté faible, accusant une baisse de 11,1 % en glissement annuel. Toutefois, le marché des actions aurait terminé l'année 2014 avec une performance positive. Les indices MASI et MADEX auraient progressé de 5,6 % et 5,7 %, respectivement, en 2014. Pour sa part, la capitalisation boursière se serait appréciée de 7,4 %, à la suite du rétablissement des cours des sociétés cotées.



L'investissement

L'investissement productif aurait, pour sa part, poursuivi son raffermissement marquant une hausse de 1,9 %, en variation annuelle. Cette amélioration serait principalement attribuable à l'accroissement des investissements industriels, comme en atteste le renforcement de 5,1 % de l'encours des crédits à l'équipement, à fin novembre, au lieu de 2 % à fin septembre 2014. L'investissement en construction serait, quant à lui, resté atone, sur fond du repli de 5,7 % du flux des crédits accordés aux promoteurs, à fin novembre 2014.



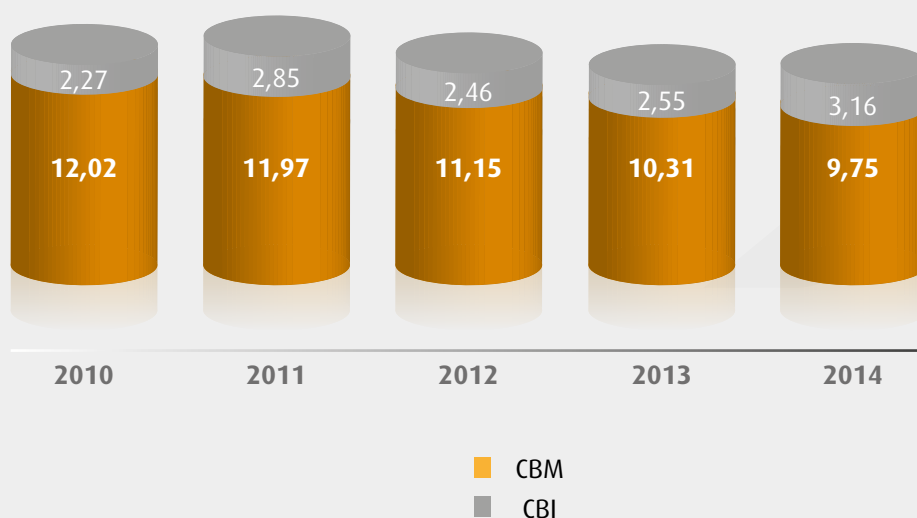
Marché du Crédit-bail

La faible progression de l'investissement au niveau du Maroc, n'a pas manqué d'impacter l'évolution du marché du leasing. Avec une production totale de 12,91 milliards de dirhams en 2014, le secteur du crédit-bail au Maroc a renoué avec le trend positif. Le marché a enregistré une timide progression de 0,4 %, après deux années consécutives d'évolution négative (-5,5 % en 2013 et -8,2 % en 2012).

Les prémices de la reprise n'ayant commencé à se faire sentir qu'au 3^e trimestre de l'année 2014 a suscité l'attentisme des investisseurs. Ajouté à cela, l'impact de l'allongement des périodes de basse production avec les sorties en vacances de plus en plus prématurées en raison du décalage du mois sacré de Ramadan durant la période estivale. Les chantiers BTP ont quant à eux subi des arrêts prolongés durant la période de l'Aïd précédant la rentrée. Tout autant d'éléments qui ont favorisé un tassement de l'investissement productif de manière générale, affectant directement la performance des financements en leasing.

Au 31 décembre 2014, l'encours financier du secteur s'est établi à 43,7 milliards de dirhams, continuant sa décélération avec une progression limitée à 1,3 % seulement. La faible progression des encours est essentiellement due aux régressions successives enregistrées au niveau des financements en crédit-bail Mobilier, aussi bien en nombre qu'en volumes. Ainsi, à l'issue de l'exercice 2014, l'encours des contrats en nombre s'est déprécié de 429 contrats réduisant par la même occasion les encours CBM de 675 millions de dirhams. Par ailleurs et compte tenu de sa longue maturité, l'encours crédit-bail Immobilier, a pu s'apprécier de 1,23 milliards de Dirhams, atténuant ainsi le tassement des encours du Marché.

Évolution de la production Crédit-bail au Maroc (En milliards de dirhams)



Source : statistiques APSF au 31/12/14

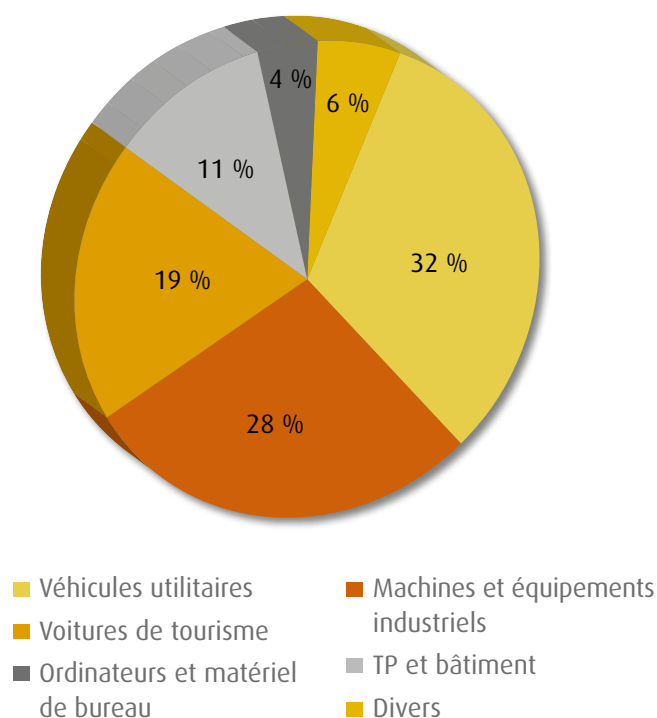
Bien que le nombre d'opérations enregistrées ait porté une progression de 7 % passant de 12 992 dossiers à 13 973 dossiers, les volumes de financement n'ont progressé que de 0,4 %. Cette stagnation, est essentiellement due au crédit-bail Mobilier qui, malgré la progression de 7,3 % du nombre de contrats émis (13 618 contre 12 691 en 2013), a enregistré une régression de 11,9 % du montant moyen, passant de 812 KMAD en 2013 à 716 KMAD en 2014. L'exercice 2014 qui a été bouclé avec un volume de 9,75 milliards de dirhams en CBM, a pu être rattrapé avec les 355 contrats de crédit-bail Immobilier totalisant 3,16 milliards de dirhams. Gagnant ainsi, 24,1 % en volumes et 17,9 % en nombres de financements tout en enregistrant une progression de 5,2 % du montant de financement moyen qui a atteint 8 908 KMAD en 2014 contre 8 469 KMAD en 2013.

Au top 3 des secteurs bénéficiaires des financements leasing au Maroc au titre de l'exercice 2014, on retrouve :

- **Le secteur des transports et communications (17,7 %) :** Malgré une baisse du volume des financements (-5,1 %), le nombre de projets financés au bénéfice du secteur a progressé de 4,9 % avec 1 810 contrats pour un total de 1,7 milliards de dirhams de CBM. Situation due essentiellement à la contraction du financement moyen qui est passé de 1,05 millions de dirhams à 0,95 millions de dirhams respectivement en 2013 et 2014.
- **Le secteur du commerce et réparation automobile (17,1 %) :** Les financements en crédit-bail accordés au secteur du Commerce et réparation automobile se sont maintenus presque au même niveau avec près de 1,67 milliards de dirhams (-0,1 % par rapport à 2013).
- **Le secteur des constructions (15,6 %) :** Après 3 années consécutives de régression des volumes de financements, ceux-ci renouent avec la variation positive en enregistrant une progression de 9,6 % en volumes et 1,5 en nombres de financements avec à la clé, une appréciation du contrat moyen de l'ordre de 8 %.

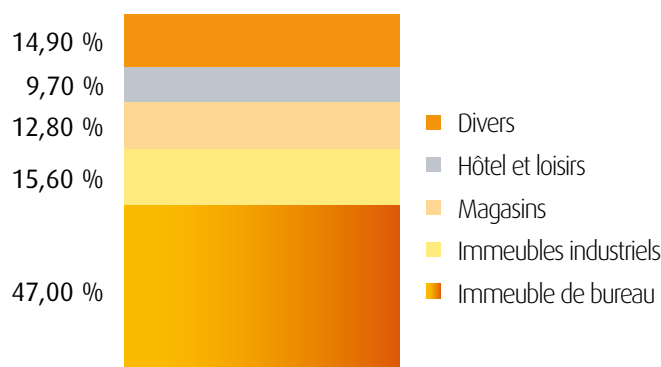
À l'instar des années précédentes, la moitié des Crédits-bails mobiliers alloués, à tous secteurs confondus, soit 4,87 milliards de dirhams, a servi aux investissements en matériels roulants et utilitaires ainsi qu'en voitures de tourisme, avec respectivement 3,01 et 1,86 milliards de dirhams. Le marché du matériel roulant et utilitaire a enregistré une baisse de 14 % dans les financements en CBM de 2014, alors que celui de la voiture de tourisme a réalisé un bond de 23 % profitant de l'effet Auto-Expo 2014. Par ailleurs, les machines et équipements industriels, considérés comme les investissements classiques financés en leasing, ont perdu 4,8 % des volumes de financements avec un total de 2,75 milliards de dirhams. Leur part dans les financements en CBM a stagné quant à elle, à 28 %. Les matériels de BTP ont vu le niveau de leurs financements régresser de 20 % par rapport à 2013 puisqu'ils ont engrangé 1,06 milliard de dirhams contre 1,33 milliard un an auparavant.

Financements CBM par type de matériel



Source : statistiques APSF au 31/12/14

Répartition des CBI par type d'immeubles financés



Source : statistiques APSF au 31/12/14



Le regain d'intérêt qu'avait suscité l'immobilier professionnel en 2013 s'est confirmé en 2014, puisque 47 % des CBI distribués par la profession, ont été destinés à l'investissement de cette catégorie de bien. Avec 1,49 milliards de dirhams sur 170 contrats, le financement de l'immobilier professionnel a crû de 129 % en volumes et 41 % en nombre. Par contre, l'investissement dans les locaux commerciaux, a perdu 52 % en volumes en 2014 avec un total de 403 millions de dirhams essentiellement dû à la rétraction du montant moyen par contrat à 4,4 millions de dirhams contre 9,6 millions de dirhams en 2013. Alors qu'ils totalisaient 33 % des CBI distribués en 2013, les financements de ce type de bien a été plus atomisé avec 4,55 % de contrats en plus et 54 % de volumes moyens en moins. Situation qui pourrait être expliquée par la notoriété de plus en plus importante de ce type de financement dans les régions où le foncier est moins cher que l'axe Casa-Kénitra.

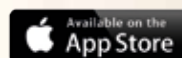


www.wafabail.ma

DÉSORMAIS, NOUS SOMMES à votre service 24h/24



APPLICATION MOBILE BIENTÔT DISPONIBLE SUR:



Aujourd'hui, afin de mieux vous accompagner dans votre recherche de crédit-bail pour le financement de vos investissements et le suivi de vos contrats de leasing, Wafabail met à votre service son site web **www.wafabail.ma** et son **Application mobile** pour être à votre écoute, 24h/24, où que vous soyez !

Wafabail, investissez en toute confiance

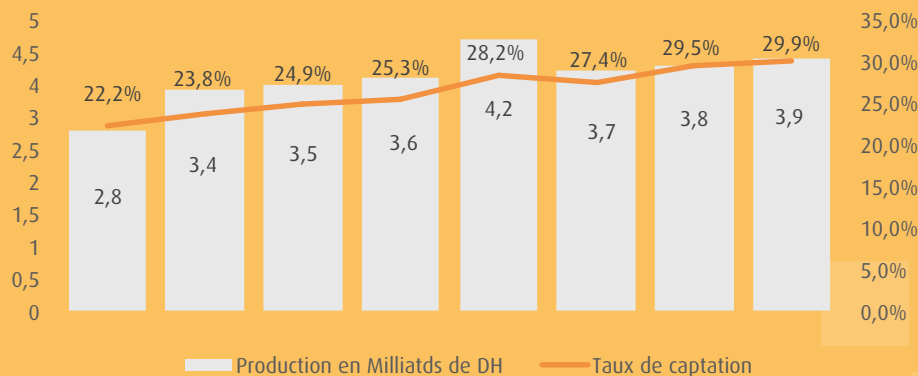


Activité Wafabail



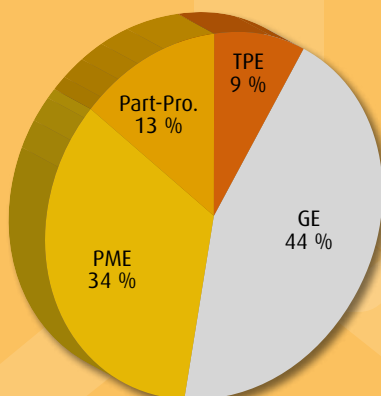
Au terme de l'année 2014, l'évolution des financements de Wafabail s'est inscrite sur une tendance positive grâce essentiellement, à l'appui des réseaux commerciaux d'Attijariwafa bank, mais aussi au développement de l'activité vente directe enclenchée en 2013. La filiale leasing du groupe Attijariwafa bank a clôturé son exercice avec 3,863 milliards de dirhams de financements, soit une progression de près de 2 % par rapport à l'année 2013, lui conférant ainsi le meilleur taux de pénétration du marché, soit 29,9 %, en hausse de 47 pdb par rapport à l'année de référence.

Évolution de la production et du taux de captation



Source : Statistiques APSF au 31/12/14

Financements Wafabail par marchés



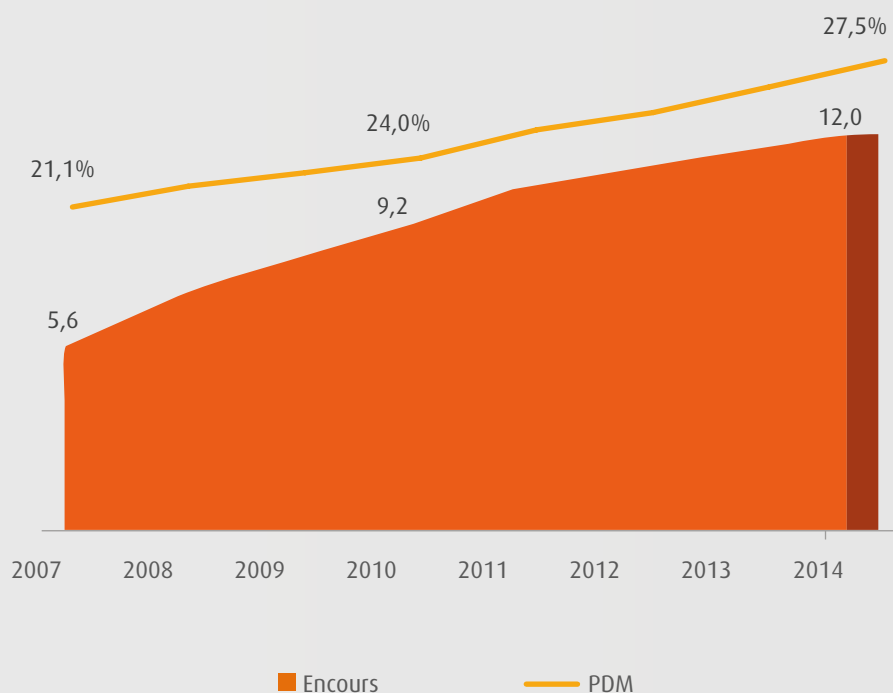
Source : Wafabail

Conformément à la stratégie développée par le groupe Attijariwafa bank, la participation des réseaux commerciaux d'Attijariwafa bank a été très significative dans la production globale de Wafabail. Ainsi, la région du Grand Casablanca a contribué à la production de Wafabail à hauteur de 24,5 % avec un total financement de 886 millions de dirhams. La région Nord-Ouest, pour sa part, a enregistré 552 millions de dirhams de financements, contribuant ainsi à la production à hauteur de 15 %. La région Sud-Ouest a été l'apporteur de 6 % des volumes de financements avec 209 millions de dirhams tandis que les régions Sud et Est ont participé à hauteur de 5 % chacune avec respectivement 190 et 181 millions de dirhams. Enfin, la ligne métier Grandes Entreprises a porté sa contribution à près de 44,2 % avec 1,599 milliards de dirhams, soit 85 millions de dirhams de mieux qu'en 2013. Enfin, les non clients Attijariwafa bank ont été financés à hauteur de 230 millions de dirhams chez Wafabail, contribuant ainsi à hauteur de 6 %.

La production globale de Wafabail a été répartie sur 4 105 dossiers en progression de 6 % par rapport à 2013, qui avait enregistré 3 876 dossiers. Progression qui a bénéficié de l'effet Salon Auto Expo 2014. Par ailleurs, près d'un investissement sur trois ayant fait appel au leasing a été financé par Wafabail en 2014. Par type de financements, 3 992 dossiers ont porté sur le CBM en 2014 contre 3 872 dossiers en 2013, soit une progression de 5,4 %. Le dossier CBM moyen a pour sa part, régressé de 17,7 % passant de 911 Kdh en 2013 à 753 Kdh en 2014. Le nombre de dossiers CBI de l'année a quant à lui bondi à 113 financements contre 86 un an auparavant. Cette progression de 31,4 % s'est accompagnée du quasi-dédoublment du montant du dossier moyen à 7 570 kdh, gagnant 91,7 % par rapport à 2013 où il était de 3 948 Kdh.



Évolution des encours et PDM



Les encours financiers de Wafabail ont crû de 4,4 % contre 1,3 % seulement pour le marché du crédit-bail. La part de marché de la filiale leasing du Groupe Attijariwafa bank, dans les encours, a ainsi été portée à 27,5 % lui conférant, par la même occasion, le rang de leader du marché.

Faits marquants



Depuis 38 ans, l'histoire de Wafabail ne cesse de s'enrichir d'évènements qui l'ont fait grandir et devenir un leader incontesté du marché du crédit-bail au Maroc. Chaque année, nous enrichissons cette rubrique par les derniers faits marquants.

1976 : création de Crédico sous l'impulsion de la Compagnie Marocaine de Crédit et de Banque (CMCB).

1985 : crédico devient Wafabail dans le sillage du changement de la dénomination de la CMCB vers Wafabank.

1998 : création d'Attijari Locabail sous l'impulsion du groupe Banque Commerciale du Maroc (BCM)

2003 : Attijari Locabail devient Attijari Leasing.

2004 : fusion de Wafabail et Attijari Leasing. Depuis, Wafabail s'est hissée au rang de leader du marché du crédit-bail en adoptant une stratégie d'adossement sur le réseau commercial d'Attijariwafa bank pour servir, essentiellement, les clients de sa maison mère. Cette stratégie a conféré à Wafabail une large couverture du territoire et une bonne maîtrise de son portefeuille.

2010 : Wafabail adopte un plan stratégique sur trois années, à même de lui assurer la pérennité de leader. Dans ce sens, la synergie avec les réseaux de la maison mère restant partie intégrante du nouveau plan stratégique, Wafabail s'ouvre désormais à l'ensemble des opérateurs composant le tissu économique du Royaume. Elle entend ainsi mettre son expertise en matière de conseil et d'accompagnement, dans le financement en leasing, au service des investisseurs quelle que soit leur taille, leur genre ou encore leur affiliation bancaire.

2011 : soucieuse de l'image qu'elle porte auprès de ses clients et partenaires, Wafabail a fait appel à un important cabinet d'études, pour dresser un bilan d'image et de notoriété de l'entreprise. L'étude a confirmé la bonne image de Wafabail avec en prime, l'un des résultats phares de l'étude: le taux de satisfaction globale de la clientèle vis-à-vis de Wafabail, qui s'est établi à 96 % contre 82 % pour le reste des opérateurs de crédit-bail au Maroc. Forte de ce constat, Wafabail adopte une nouvelle identité visuelle et une nouvelle signature: « investissez en toute confiance ».

2012 : Wafabail ouvre sa première représentation régionale à Agadir, marquant ainsi un nouveau tournant dans son histoire et aussi pour rappeler son intérêt pour la région du Souss-Massa et la volonté d'accompagner de manière plus soutenue l'investissement dans la région. En parallèle, une stratégie commune avec la maison mère Attijariwafa bank est mise en place, pour soutenir le développement de la Très Petite Entreprise (TPE) sur l'ensemble du territoire national, en lui proposant des solutions de financement en crédit-bail sur mesure.

2013 : Wafabail inaugure son nouveau siège au 39-41, boulevard Moulay Youssef et lance, conformément à la stratégie de la maison mère, un vaste programme de déploiement de l'activité leasing dans les filiales subsahariennes du groupe Attijariwafa bank. C'est ainsi que la Société Ivoirienne de Banque (SIB) en zone UEMOA et la société Camerounaise de Banque en zone CEMAC ont été les premières à bénéficier de l'expertise de Wafabail et ont implémenté l'activité crédit-bail parmi leurs lignes métiers.

Mars 2014 : Wafabail poursuit son programme de partage d'expertise en menant une mission de reengineering des process leasing à la filiale sénégalaise du groupe Attijariwafa bank, la CBAO.

Avril 2014 : Wafabail met ses collaborateurs à l'honneur dans le cadre de la 5^e convention des collaborateurs organisée sous le thème « DES TALENTS INDIVIDUELS, UNE RÉUSSITE COLLECTIVE ». Une journée conviviale où le partage et la bonne humeur ont été de mise.

Mai 2014 : Wafabail lance le projet « wafabail.ma » et « Waf@bailNet », un chantier stratégique pour le développement et la vulgarisation du leasing au Maroc de manière générale et un service à valeur ajoutée pour les clients et partenaires de Wafabail.

Septembre 2014 : Wafabail obtient l'autorisation A-GC-254/2014 de la CNDP pour son activité de « Gestion de Crédit et des Garanties ». Cette autorisation, matérialise l'efficacité des process Wafabail dans la protection des données à caractère personnel en conformité avec les dispositions de la loi 09-08.

Octobre 2014 : Poursuite du programme de partage d'expertise avec le déploiement de l'activité leasing à l'UGB au Gabon.

Novembre 2014 : Déploiement de l'activité leasing au CDCo au Congo Brazzaville.

Décembre 2014 : Wafabail obtient l'autorisation A-SV-281/2014 de la CNDP pour son « Système de vidéosurveillance dans les lieux de travail ». Cette autorisation, matérialise l'efficacité des process Wafabail dans la protection des données à caractère personnel en conformité avec les dispositions de la loi 09-08.

WAFABAIL **VOUS OUVRE** **SES PORTES** **À TANGER**



**Une nouvelle représentation Wafabail
ouvre à Tanger pour mieux vous servir**

7, Rue de Belgique, 3^e étage - Tanger



وفابايل
Wafabail

Wafabail : SA. Capital : 150 000 000 DH. Siège social : 39-41, boulevard Moulay Youssef, 20 070 Casablanca. RC 35 763.
Société de financement agréée en vertu de l'arrêté du Ministre des Finances et de la Privatisation n° 1220-96 du 19/06/1996.

EXAMEN DES COMPTES DE L'EXERCICE 2014



EXTRAIT DU RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE

ACTIVITÉ DE WAFABAIL EN 2014

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 2014

L'exercice 2014 a été marqué par :

1- Maintien du leadership en termes de production :

Malgré une conjoncture difficile touchant l'ensemble du secteur, WAFABAIL affiche une production de 3,9 milliards de dirhams, confirmant ainsi sa position de leader avec une part de marché de 29,9 %.

La production en nombre progresse de 6 %, passant à 4 105 dossiers. Cette hausse traduit une productivité accrue et une meilleure dilution du risque.

2- Maintien de la Position de leader du Crédit-bail au Maroc en termes d'Encours Financier :

Wafabail clôture également l'exercice 2014 sur une note positive en terme d'encours financier, elle conforte ainsi sa position de leader du secteur en termes d'encours avec une part de marché de 27,5 %, devançant ainsi ses principaux concurrents Maroc Leasing (PDM de 25,6 %) et Maghrebail (PDM de 22,7 %).

3- Indicateurs commerciaux :

Le secteur du Crédit-bail a enregistré une timide progression de son activité de 0,4 %, avec une production totale de 12,91 milliards MAD. La production du secteur en nombre a pour sa part évolué de 7,6 % passant à 13 973 dossiers.

Cette stagnation de l'activité en volume s'explique par la mauvaise performance du Crédit-bail mobilier qui a vu sa production chuter de 5,5 % à 10,31 milliards MAD.

En ce qui concerne le Crédit-bail immobilier, les opérateurs du secteur ont vu leur production globale évoluer de 24,1 % pour atteindre 3,16 milliards MAD.

En termes d'Encours Financiers, l'évolution continue de décélérer avec une progression limitée à 1,3 %.

Au 31 décembre 2014, l'encours financier du secteur s'est ainsi établi à 43,7 milliards MAD.

4- Poursuite de déploiement de projets transversaux structurants :

Durant l'année 2014 et conformément à la stratégie adoptée, Wafabail a poursuivi le déploiement de ses projets structurants, visant l'amélioration de l'efficacité opérationnelle et la maîtrise des risques opérationnels.

PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS

- **Les Produits d'Exploitation Bancaire :** Ils s'établissent à fin 2014 à 3 751 713 825,47 DH marquant une progression de 2,41 % par rapport à l'exercice 2013.
- **Les Charges d'Exploitation Bancaire :** Elles atteignent 3 447 985 692,45 DH, progressant de 2,47 % par rapport à l'exercice précédent.
- **Le Produit Net Bancaire :** Il s'établit à 303 728 133,02 DH, soit une hausse de 1,76 % par rapport à l'exercice précédent.
- **Les Charges Générales d'Exploitation :** Elles s'établissent à 76 855 971,93 DH, soit une variation à la hausse de 7,77 %, par rapport à 2013.
- **Les Dotations Nettes aux Provisions et Pertes sur Créances Irrécupérables :** Pour les créances en souffrance 2014, les dotations aux provisions pour dépréciation enregistrent une hausse de 35,14 %, passant de 120 896 767,08 DH en 2013, à 163 379 673,95 DH en 2014.

Les reprises de provisions pour créances en souffrance affichent une forte augmentation de 95,10 % par rapport à 2013, passant de 55 659 157,83 DH à 108 588 897,21 DH en 2014.

Rappelons que l'exercice 2014 avait connu la radiation du Bilan de 68 955 176,04 DH de créances en souffrance, totalement provisionnées.

Il en résulte que les dotations nettes de reprises affichent une baisse de 16,01 % pour s'établir à 54 790 776,74 DH.

- **Le Résultat de l'exercice :** Le résultat net de l'exercice s'est soldé par un bénéfice de 83 845 461,40 DH contre 99 100 891,77 DH au titre de l'exercice précédent.

Il est à préciser que le résultat net 2014 tient compte du dénouement du contrôle fiscal dont a fait l'objet Wafabail.

- **Total Bilan :** Au 31 décembre 2014, le total bilan de Wafabail s'est accru de 3,6 %, pour atteindre un montant de 11 081 912 039,02 DH contre 10 696 036 511,19 DH au titre de l'exercice précédent.

STRUCTURE FINANCIÈRE

- **Les fonds propres :** Le total des fonds propres et assimilés s'établissent à fin 2014 à 975 701 387,27 DH contre 944 623 979,53 DH à fin 2013, soit une évolution de 3,3 %.

- **Endettement:** L'endettement de la société à fin 2014 s'établit à 9 598 906 829,48 DH contre 9 180 482 532,28 DH soit un accroissement de 4.56 %.

Wafabail se refinance essentiellement par le biais des crédits à court et moyen terme, par les DAT et par un programme d'émission de Bons de Sociétés de Financement (BSF) d'une enveloppe de 5 000 000 000 DH, qui a fait l'objet d'émissions totalisant 4 230 500 000 DH avec un encours au 31 décembre 2014 de 2 180 000 000 DH.

DONNÉES SUR LES DÉLAIS DE PAIEMENT

	(A) Montant des dettes fournisseurs a la clôture	(B) Montant des dettes non échues	Montant des dettes échues			
			(C) Dettes échues de moins de 30 jours	(D) Dettes échues de moins entre 31 et 60 jours	(E) Dettes échues de moins entre 61 et 90 jours	(F) Dettes échues de plus de 90 jours
A = B + C + D + E + F						
Fournisseurs Métier	268 444 009,12	19 518 755,92	230 887 825,22	11 638 800,49	6 398 627,49	
Fournisseurs Hors Métier	2 991 012,08	1 011 572,54	1 642 330,10	104 207,23	52 608,41	180 293,80
Total Fournisseurs Date de clôture EXERCICE 2013	271 435 021,20	20 530 328,46	232 530 155,32	11 743 007,72	6 451 235,90	180 293,80
Fournisseurs Métier	147 905 476,45	10 864 292,79	116 083 375,01	13 197 165,65	7 760 643,00	
Fournisseurs Hors Métier	2 208 970,67	887 563,38	760 891,64	268 129,06	158 125,86	134 260,73
Total Fournisseurs Date de clôture EXERCICE 2014	136 807 278,27	11 751 856,17	116 844 266,65	158 125,86	7 918 768,86	134 260,73

PRÉSENTATION DES ÉTATS DE SYNTHÈSE

Les états de synthèse de l'exercice clos le 31 décembre 2014, que nous soumettons à votre approbation, ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues sont identiques à celles de l'exercice précédent.

- **Bilan:** les principaux postes du bilan figurent ci-après en annexe.
- **Compte de résultat:** le compte de résultat de l'exercice est reproduit ci-après en annexe.

RÉSULTAT DISTRIBUABLE ET PROJET D'AFFECTATION DU RÉSULTAT

Le Directoire vous propose ci-après le projet d'affectation du résultat net à fin 2014 conformément aux dispositions statutaires.

Le compte de produits et charges présente au 31 décembre 2014, un résultat bénéficiaire de 83 845 461,40 DH, que nous proposons d'affecter comme suit :

Report à nouveau : 419 732 746,19 DH
Bénéfice Net Social : 83 845 461,40 DH

Bénéfice Distribuable : 503 578 207,59 DH
Distribution des Dividendes : -40 000 000,00 DH

Report à nouveau créateur : 463 578 207,59 DH

Ainsi, le Report à nouveau créateur après affectation s'établit à 463 578 207,59 DH.

AXES DE DÉVELOPPEMENT 2015

En ce qui concerne les perspectives de l'exercice 2015, Wafabail table sur une progression lui permettant ainsi de maintenir sa position de leader sur le marché du leasing aussi bien en termes de production que d'encours.

Les principaux axes de développement 2015 portent sur :

- Poursuite de déploiement des projets structurants à même de :
 - Instituer des processus stables, optimisés et adaptables à la croissance des volumes et à la prise en charge de nouveaux produits ;
 - Accroître la productivité des canaux de vente, et par conséquent la capacité de promouvoir d'autres produits ;
 - Confirmer le leadership dans le secteur en tant que locomotive d'initiatives innovantes.
- L'assistance aux filiales africaines du groupe Attijariwafa bank pour l'implémentation et l'industrialisation des process leasing au sein de leurs structures.

Casablanca, le 3 mars 2015

Le Président du Directoire
Karim IDRISSE KAITOUNI

RAPPORT GÉNÉRAL COMISSAIRES AUX COMPTES

Deloitte.

Deloitte Audit
288, Boulevard Zerkouni
Casablanca - Maroc

WAFABAIL S.A.

39-41, Bd. Moulay Youssef - Casablanca

MAZARS

Mazars Audit et Conseil
101, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca - Maroc

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2014

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société WAFABAIL S.A., comprenant le bilan, le hors bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie, et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2014. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de KMAD 842 610 dont un bénéfice net de KMAD 83 845.

Responsabilité de la Direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société WAFABAIL S.A au 31 décembre 2014 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous soulignons que le contrôle fiscal portant sur les exercices 2009 à 2012 inclus, couvrant l'impôt sur les sociétés, l'impôt sur le revenu et les droits d'enregistrement et sur les exercices 2007 à 2012 pour la taxe sur la valeur ajoutée, a été dénoué suite à la conclusion d'un protocole d'accord avec l'administration fiscale. L'impact de cet accord a été comptabilisé au niveau des comptes au 31 décembre 2014.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Directoire destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 4 mars 2015

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit

Deloitte Audit
288, Boulevard Zerkouni
CASABLANCA -
Tél : 05 22 22 40 25/26/34/81
Fax : 05 22 22 40 78

Fawzi Britel
Associé

Mazars Audit et Conseil

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
101, Boulevard Abdelmoumen
20 360 CASABLANCA
Tél : 05 22 42 42 3 (L.G.)
Fax : 05 22 42 40 0

Kamal Mokdad
Associé Gérant

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2014



BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2014

ACTIF	2014	2013
1. VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	4	3
2. CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	2	2
. À vue	2	2
. À terme		
3. CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	28 891	33 773
. Crédits de trésorerie et à la consommation	19 909	23 523
. Crédits à l'équipement		
. Crédits immobiliers	8 982	10 250
. Autres crédits		
4. CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE		
5. TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT		
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance		
. Titres de propriété		
6. AUTRES ACTIFS	401 835	454 471
7. TITRES D'INVESTISSEMENT		
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance		
8. TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS	3	3
9. CRÉANCES SUBORDONNÉES		
10. IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL ET EN LOCATION	10 620 814	10 181 337
11. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	24 371	19 239
12. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 992	7 207
TOTAL DE L'ACTIF	11 081 912	10 696 036

en milliers de dirhams

PASSIF	2014	2013
1. BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX		
2. DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	7 253 292	6 184 581
. À vue	1 255 141	786 043
. À terme	5 998 151	5 398 538
3. DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE	132 762	368 418
. Comptes à vue créditeurs		
. Comptes d'épargne		
. Dépôts à terme	122 202	360 374
. Autres comptes créditeurs	10 560	8 044
4. TITRES DE CRÉANCE ÉMIS	2 212 854	2 627 482
. Titres de créance négociables	2 180 000	2 580 500
. Emprunts obligataires		
. Autres titres de créance émis	32 854	46 982
5. AUTRES PASSIFS	633 618	700 067
6. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	6 777	9 654
7. PROVISIONS RÉGLEMENTÉES		
8. SUBVENTIONS, FONDS AFFECTÉS ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE		
9. DETTES SUBORDONNÉES	66 371	63 440
10. ÉCARTS DE RÉÉVALUATION		
11. RÉSERVES ET PRIMES LIÉES AU CAPITAL	122 660	122 660
12. CAPITAL	150 000	150 000
13. ACTIONNAIRES. CAPITAL NON VERSÉ (-)		
14. REPORT À NOUVEAU (+/-)	419 733	370 632
15. RÉSULTATS NETS EN INSTANCE D'AFFECTATION (+/-)		
16. RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (+/-)	83 845	99 101
TOTAL DU PASSIF	11 081 912	10 696 036

HORS BILAN

en milliers de dirhams

HORS BILAN	2014	2013
ENGAGEMENTS DONNÉS	531 930	335 653
1. Engagements de financement donnés en faveur d'établiss. de crédit et assimilés		
2. Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	531 930	335 653
3. Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
4. Engagements de garantie d'ordre de la clientèle		
5. Titres achetés à réméré		
6. Autres titres à livrer		
ENGAGEMENTS REÇUS	3 750 000	1 850 000
7. Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	2 550 000	850 000
8. Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	1 200 000	1 000 000
9. Engagements de garantie reçus de l'État et d'organismes de garantie divers		
10. Titres vendus à réméré		
11. Autres titres à recevoir		

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

en milliers de dirhams

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	2014	2013
I. PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	3751 714	3663 386
1. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit		
2. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle		
3. Intérêts et produits assimilés sur titres de créance		
4. Produits sur titres de propriété		
5. Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	3 738 062	3 652 694
6. Commissions sur prestations de service	13 625	10 691
7. Autres produits bancaires	27	2
II. CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	3447 986	3364 914
8. Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	300 825	276 652
9. Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	34	41
10. Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	116 869	144 419
11. Charges sur immobilisations en crédit-bail	3 029 376	2 942 887
12. Autres charges bancaires	882	915
III. PRODUIT NET BANCAIRE	303 728	298 473
13. Produits d'exploitation non bancaire	3 852	3 992
14. Charges d'exploitation non bancaire	2 812	3 517
IV. CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	76 856	71 312
15. Charges de personnel	35 535	34 146
16. Impôts et taxes	1 958	1 653
17. Charges externes	35 049	31 678
18. Autres charges générales d'exploitation	200	142
19. Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	4 114	3 692
V. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	163 380	120 897
20. Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	89 861	91 789
21. Pertes sur créances irrécouvrables	71 345	24 108
22. Dotations aux autres provisions	2 174	5 000
VI. REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	108 589	55 658
23. Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	103 319	54 486
24. Récupérations sur créances amorties	220	872
25. Autres reprises de provisions	5 050	301
VII. RÉSULTAT COURANT	173 121	162 397
26. Produits non courants	5 930	110
27. Charges non courantes	41 307	1 651
VIII. RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	137 744	160 856
28. Impôts sur les résultats	53 899	61 755
IX. RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	83 845	99 101

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION

en milliers de dirhams

I - TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS	2014	2013
1. (+) Intérêts et produits assimilés		
2. (-) Intérêts et charges assimilées	417 727	421 112
MARGE D'INTÉRÊT	-417 727	-421 112
3. (+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	3 738 062	3 652 694
4. (-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	3 029 376	2 942 887
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET DE LOCATION	708 686	709 807
5. (+) Commissions perçues	13 624	10 691
6. (-) Commissions servies	882	909
MARGE SUR COMMISSIONS	12 742	9 782
7. (+) Résultat des opérations sur titres de transaction		
8. (+) Résultat des opérations sur titres de placement		
9. (+) Résultat des opérations de change	27	-5
10. (+) Résultat des opérations sur produits dérivés		
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ	27	-5
11. (+) Divers autres produits bancaires		
12. (-) Diverses autres charges bancaires		
PRODUIT NET BANCAIRE	303 728	298 472
13. (+) Résultat des opérations sur immobilisations financières		
14. (+) Autres produits d'exploitation non bancaire	3 852	3 992
15. (-) Autres charges d'exploitation non bancaire	2 812	3 517
16. (-) Charges générales d'exploitation	76 856	71 312
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	227 912	227 635
17. (+) Dotations nettes des reprises aux prov. pour créances et engage. par signature en souffrance	57 667	60 539
18. (+) Autres dotations nettes des reprises aux provisions	-2 876	4 699
RÉSULTAT COURANT	173 121	162 397
RÉSULTAT NON COURANT	-35 377	-1 541
19. (-) Impôts sur les résultats	53 899	61 755
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	83 845	99 101
II - CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	2014	2013
(+) RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	83 845	99 101
20. (+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immob incorp et corp	4 114	3 692
21. (+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières		
22. (+) Dotations aux provisions pour risques généraux	2 174	5 000
23. (+) Dotations aux provisions réglementées		
24. (+) Dotations non courantes		
25. (-) Reprises de provisions	5 050	301
26. (-) Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	130	-
27. (+) Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles		503
28. (-) Plus-values de cession sur immobilisations financières		
29. (+) Moins-values de cession sur immobilisations financières		
30. (-) Reprises de subventions d'investissement reçues		
(+) CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	84 953	107 995
31. (-) Bénéfices distribués	50 000	50 000
(+) AUTOFINANCEMENT	34 953	57 995



TABEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

en milliers de dirhams

TABEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE	2014	2013
Produits d'exploitation bancaire perçus	3 751 714	3 663 386
Récupérations sur créances amorties	220	873
Produits d'exploitation non bancaire perçus	9 783	4 102
Charges d'exploitation bancaire versées	647 781	622 218
Charges d'exploitation non bancaire versées	2 812	3 517
Charges générales d'exploitation versées	72 742	67 620
Impôts sur les résultats versés	61 755	58 571
I. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	2 976 626	2 916 434
Variation de :	-	-
Créances sur les établissements de crédit et assimilés		
Créances sur la clientèle	4 882	3 056
Titres de transaction et de placement		
Autres actifs	22 020	-246 304
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-3 449 594	-2 639 242
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 073 130	339 277
Dépôts de la clientèle	-230 478	-20 420
Titres de créance émis	-400 500	-308 806
Autres passifs	61 934	13 832
II. SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION	-2 918 606	-2 858 607
III. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION (I + II)	58 020	57 827
Produit des cessions d'immobilisations financières		
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Acquisition d'immobilisations financières		
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	8 019	7 825
Intérêts perçus		
Dividendes perçus		
IV. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	-8 019	-7 825
Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus		
Émission de dettes subordonnées		
Émission d'actions		
Remboursement des capitaux propres et assimilés		
Intérêts versés		
Dividendes versés	-50 000	-50 000
V. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	-50 000	-50 000
VI. VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE (III+IV+V)	1	2
VII. TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	3	1
VIII. TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	4	3

DÉTAIL DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES

en milliers de dirhams

AUTRES PRODUITS ET CHARGES	2014	2013
Autres produits bancaires	27	2
Autres charges bancaires	882	915
AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES	-855	-914
Produits d'exploitation non bancaire	3 852	3 992
Charges d'exploitation non bancaire	2 812	3 517
PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	1 040	475
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	163 380	120 897
REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	108 589	55 658
Produits non courants	5 930	110
Charges non courantes	41 307	1 651
PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS	-35 377	-1 541

MARGE D'INTÉRÊTS

en milliers de dirhams

MARGE D'INTÉRÊTS	2014	2013
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	695 477	701 221
dont : Intérêts		
Commissions sur engagements		
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit		
Produits sur titres de placement		
INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS	695 477	701 221
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle		
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	-417 727	-421 112
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES	-417 727	-421 112
MARGE D'INTÉRÊTS	277 750	280 109

IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE

en milliers de dirhams

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions			Montant net à la fin de l'exercice
					Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotation au titre de l'exercice	Reprises de provisions	Cumul des provisions	
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL	18 106 181	3 815 226	2 797 653	19 123 754	2 993 583	8 145 719	102 729	116 195	357 221	10 620 814
ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT										
CRÉDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES										
CRÉDIT-BAIL MOBILIER	13 687 515	2 954 522	2 585 340	14 056 697	2 680 917	6 740 900	11 975	12 876	19 364	7 296 433
- Crédit-bail mobilier en cours	153 252	299 626	144 186	308 692						308 692
- Crédit-bail mobilier loué	13 478 362	2 650 454	2 431 661	13 697 155	2 679 427	6 701 253	11 419	12 352	18 655	6 977 247
- Crédit-bail mobilier non loué après résiliation	55 900	4 442	9 493	50 849	1 490	39 647	556	524	709	10 493
CRÉDIT-BAIL IMMOBILIER	3 818 086	860 704	170 204	4 508 586	312 666	1 404 819	893	-	893	3 102 874
- Crédit-bail immobilier en cours	120 340	44 817	5 998	159 159						159 159
- Crédit-bail immobilier loué	3 685 178	815 887	153 987	4 347 078	312 404	1 401 900	893		893	2 944 285
- Crédit-bail immobilier non loué après résiliation	12 568		10 219	2 349	262	2 919				-570
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYÉS	80 557		22 393	58 164						58 164
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	520 022		19 716	500 306			89 861	103 319	336 964	163 342
VNC EN SOUFFRANCE										
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN LOCATION SIMPLE										
BIENS MOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
BIENS IMMOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYÉS										
LOYERS EN SOUFFRANCE										
TOTAL	18 106 181	3 815 226	2 797 653	19 123 754	2 993 583	8 145 719	102 729	116 195	357 221	10 620 814

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

en milliers de dirhams

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amort. et/ou provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	43 988	7 336	-	51 324	24 749	2 202		26 951	24 373
. Droit au bail	9 955			9 955					9 955
. Immobilisations en recherche et développement									-
. Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	29 229	2 179		31 408	24 749	2 202		26 951	4 457
. Autres immobilisations incorporelles d'exploitation en cours	4 804	5 157		9 961					9 961
. Immobilisations incorporelles hors exploitation									-
. Immobilisations incorporelles encours				-					-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	12 374	1 658	1 026	13 006	5 167	1 911	62	7 016	5 990
- Immeubles d'exploitation									
. Terrain d'exploitation									
. Immeubles d'exploitation. Bureaux									
. Immeubles d'exploitation. Logements de fonction									
- Mobilier et matériel d'exploitation	10 875	1 467	915	11 427	4 952	1 667	62	6 557	4 870
. Mobilier et matériel de bureau d'exploitation	3 342	52	891	2 503	730	433	42	1 121	1 382
. IMMO M.M.B. EN COURS	-			-					-
. Matériel Informatique	7 489	1 409		8 898	4 194	1 231		5 425	3 473
. Immo informatique en cours									-
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	44	5	24	25	28	3	20	11	14
. Autres matériels d'exploitation (AGTS AMEG INST)				-				-	-
- Autres immobilisations corporelles d'exploitation	1 062	191		1 253	187	244		431	822
- Autres immobilisations corporelles d'exploitation en cours	83		83	-	-	-		-	-
- Immobilisations corporelles hors exploitation	354		28	326	28		-	28	298
. Terrains hors exploitation	189			189					189
. Immeubles hors exploitation									
. Mobiliers et matériel hors exploitation									
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	165		28	137	28			28	109
TOTAL	56 362	8 994	1 026	64 330	29 916	4 113	62	33 967	30 363

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DURÉE RESIDUELLE

en milliers de dirhams

Nature	Cut off	Encours en stade de préloyer	Durée ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
Emplois								
Créances sur les établissements de crédit et assimilés								
Créances sur la clientèle				19	138	20 092	8 642	28 891
Titres de créance								
Créances subordonnées								
Crédit-bail et assimilé (encours extrait de la comptabilité financière)	1 74 548	464 051	388 219	20 748	245 839	5 610 159	3 711 805	10 615 369
TOTAL	1 74 548	464 051	388 219	20 767	245 977	5 630 251	3 720 447	10 644 260
Ressources								
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés			400 000		1 530 000	4 000 000		5 930 000
Dettes envers la clientèle					87 699	31 262		118 961
Titres de créance émis					450 000	1 730 000		2 180 000
Emprunts subordonnés							50 000	50 000
TOTAL			400 000	-	2 067 699	5 761 262	50 000	8 278 961



DÉTAIL DES AUTRES ACTIFS

en milliers de dirhams

DETAIL DES AUTRES ACTIFS	2014	2013
INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETÉS		
Instruments optionnels de taux d'intérêts achetés		
Instruments optionnels de cours de change achetés		
Instruments optionnels sur actions et indices boursiers achetés		
Autres instruments optionnels achetés		
DÉBITEURS DIVERS	324 145	351 649
SOMMES DUES PAR L'ÉTAT	217 468	150 791
SOMMES DUES PAR LES ORGANISMES DE PRÉVOYANCE		
SOMMES DIVERSES DUES PAR LE PERSONNEL	199	214
COMPTES CLIENTS DE PRESTATIONS NON BANCAIRES		
DIVERS AUTRES DÉBITEURS	106 478	200 644
Dépôts de garantie versés sur opérations de marché		
Dépôts et cautionnements constitués		
Sommes diverses dues par les actionnaires et associés		
Divers autres débiteurs	106 478	200 644
VALEURS ET EMPLOIS DIVERS		
Avoirs en or et métaux précieux		
Stocks de fournitures de bureau et imprimés		
Immobilisations acquises par voie d'adjudication		
Immobilisations détenues dans le cadre de la promotion immobilière		
Timbres		
Autres valeurs et emplois divers		
COMPTES DE RÉGULARISATION	77 690	102 822
COMPTES D'AJUSTEMENT DES OPÉRATIONS DE HORS BILAN		
Contrepartie du résultat de change de hors bilan		
Contrepartie du résultat sur produits dérivés de hors bilan		
Contrepartie du résultat sur titres de hors bilan		
COMPTES D'ÉCARTS SUR DEVICES ET TITRES		
Écarts de conversion sur devises non cotées		
Écarts de conversion sur devises avec garantie de change		
Écarts sur ventes de titres avec faculté de rachat ou de reprise		
Écarts de conversion sur autres devises		
RÉSULTATS SUR PRODUITS DÉRIVÉS DE COUVERTURE		
Pertes potentielles sur opérations de couverture non dénouées		
Pertes à étaler sur opérations de couverture dénouées		
CHARGES À RÉPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES	79	531
Frais préliminaires		
Frais d'acquisition des immobilisations		
Frais d'émission des emprunts		
Primes d'émission ou de remboursement des titres de créance émis		
Autres charges à répartir sur plusieurs exercices	79	531
COMPTES DE LIAISON ENTRE SIÈGE, SUCCURSALES ET AGENCES AU MAROC		
PRODUITS À RECEVOIR ET CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	155	128
Produits à recevoir		
Charges constatées d'avance	155	128
AUTRES COMPTES DE RÉGULARISATION	77 456	102 163
CRÉANCES EN SOUFFRANCE SUR OPÉRATIONS DIVERSES		
TOTAL DE L'ACTIF	401 835	454 471

DÉTAIL DES AUTRES PASSIFS

en milliers de dirhams

DETAIL DES AUTRES PASSIFS	2014	2013
INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS		
Instruments optionnels de taux d'intérêts vendus		
Instruments optionnels de cours de change vendus		
Instruments optionnels sur actions et indices boursiers vendus		
Autres instruments optionnels vendus		
CRÉDITEURS DIVERS	380 316	479 996
SOMMES DUES À L'ÉTAT	176 446	165 498
SOMMES DUES AUX ORGANISMES DE PRÉVOYANCE	1 338	1 208
SOMMES DIVERSES DUES AU PERSONNEL	10 906	10 189
SOMMES DIVERSES DUES AUX ACTIONNAIRES ET ASSOCIÉS		
Dividendes à payer		
Versements reçus sur augmentation de capital		
Comptes courants d'associés créditeurs		
Autres sommes dues aux actionnaires et associés		
FOURNISSEURS DE BIENS ET SERVICES	150 475	271 587
DIVERS AUTRES CRÉDITEURS	41 151	31 514
Dépôts de garantie reçus sur opérations de marché		
Coupons sur titres de créance émis à payer		
Titres émis amortis et non encore remboursés		
Divers autres créditeurs	41 151	31 514
COMPTES DE RÉGULARISATION	253 302	220 071
COMPTES D'AJUSTEMENT DES OPÉRATIONS DE HORS BILAN		
Contrepartie du résultat de change de hors bilan		
Contrepartie du résultat sur produits dérivés de hors bilan		
Contrepartie du résultat sur titres de hors bilan		
COMPTES D'ÉCARTS SUR DEVICES ET TITRES		
Écarts de conversion sur devises non cotées		
Écarts de conversion sur devises avec garantie de change		
Écarts sur ventes de titres avec faculté de rachat ou de reprise		
Écarts de conversion sur autres devises		
RÉSULTATS SUR PRODUITS DÉRIVÉS DE COUVERTURE		
Gains potentiels sur opérations de couverture non dénouées		
Gains à étaler sur opérations de couverture dénouées		
COMPTES DE LIAISON ENTRE SIÈGE, SUCCURSALES ET AGENCES AU MAROC		
CHARGES À PAYER ET PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	253 302	220 071
Charges à payer	33 219	220 071
Produits constatés d'avance	220 083	
AUTRES COMPTES DE RÉGULARISATION		
TOTAL DU PASSIF	633 618	700 067

DÉTAIL DES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

en milliers de dirhams

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	2014	2013
. Charges de personnel	35 535	33 788
- Salaires et appointements	18 779	17 459
- Charges sociales	5 177	4 989
- Autres charges de personnel	11 579	11 340
. Impôts et taxes	1 958	1 653
. Charges externes	35 099	32 036
- Loyers de crédit-bail et de location	4 352	4 431
- Frais d'entretien et de réparation	3 830	3 991
- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	19 169	15 711
- Transports et déplacements	612	742
- Publicité, publications et relations publiques	2 262	2 121
- Autres charges externes	4 874	5 040
. Autres charges générales d'exploitation	150	142
- Frais préliminaires		
- Frais d'acquisitions des immobilisations		
- Autres charges réparties sur plusieurs exercices		
- Dons, libéralités et lots	150	134
- Diverses autres charges générales d'exploitation		8
. Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	4 114	3 693
- Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	2 202	2 025
- Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	1 912	1 668
- Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles		
- Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles		
TOTAL	76 856	71 312

COMMISSIONS

en milliers de dirhams

COMMISSIONS (VERSEES)	2014	2013
- Commissions sur moyens de paiement	467	467
- Commissions sur prestations de service sur crédit	1 014	3
- Autres commissions sur prestations de service	17 118	14 095
TOTAL	18 599	14 565

PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES PAR L'ÉTABLISSEMENT

en milliers de dirhams

I- PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

Contrat de crédit-bail

Le contrat de crédit-bail est un contrat de location à durée irrévocable, variant selon la nature du bien entre 36 et 120 mois, à l'issue duquel le locataire a le choix entre trois options : racheter le matériel à sa valeur résiduelle déterminée contractuellement, renouveler le contrat pour une nouvelle période de location ou rendre le matériel à la société.

II- ACTIF IMMOBILISE

A - ÉVALUATION A L'ENTRÉE : Coût d'acquisition

B. MÉTHODE D'AMORTISSEMENT

- La base de calcul des amortissements des biens donnés en location correspond à la valeur d'acquisition de l'immobilisation diminuée de la VR
- Les amortissements sont calculés suivant la même durée que le contrat de leasing y afférent, dans les limites permises par l'administration fiscale
- La date de calcul de l'amortissement fiscal démarre le même mois de départ de location (1er loyer).

III- ACTIF CIRCULANT (Hors trésorerie)

A - ÉVALUATION A L'ENTRÉE : Valeur nominale

B - MÉTHODE D'ÉVALUATION DES PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION

Conformément à la circulaire 19/G/2002, les règles de classification des créances en souffrances et leur couverture par les provisions se présentent comme suit :

Classification	Ancienneté	Taux de provision
Créances préouteuses	Impayés → = 90 jours	20 % manière globale
Créances douteuses	Impayés → = 180 jours	50 % manière globale
Créances compromises	Impayés → = 360 jours	100 % cas par cas

La base de calcul des provisions est constituée : Des loyers échus impayés, lorsque la créance est considérée comme pré douteuse ou douteuse. du total formé par les loyers échus impayés et la valeur nette comptable (VNC), diminué de la valeur marchande du bien, lorsque la créance est classée dans la catégorie des compromis.

IV- FINANCEMENT PERMANENT	V - PASSIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE)
1. Méthode d'évaluation : Valeur nominale	1. Dettes du passif circulant
2. Méthode de détermination des écarts de conversion Passif	- Valeur nominale
- Ecart entre le cours historique et le cours au 31 décembre	2. Méthode de détermination des écarts de conversion Passif
	- Ecart entre le cours historique et le cours au 31 décembre



ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

en milliers de dirhams

ENGAGEMENTS	2014	2013
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	531 930	335 653
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS		
Crédits documentaires import		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE	531 930	335 653
Engagements irrévocables de crédit-bail	531 930	335 653
Autres engagements de financement donnés		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE D'ORDRE D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE D'ORDRE DE LA CLIENTÈLE		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE REÇUS	3 750 000	1 850 000
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	2 550 000	850 000
Autres engagements de financement reçus	2 550 000	850 000
ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	1 200 000	1 000 000
Autres garanties reçues	1 200 000	1 000 000
ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS DE L'ÉTAT ET D'ORGANISMES DE GARANTIE DIVERS		
Garanties de crédits		
Autres garanties reçues		

CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS

en milliers de dirhams

ENGAGEMENTS	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établ. de crédit & assimilés au Maroc	Etabl. crédit à l'étranger	2014	2013
COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS		2			2	2
VALEURS REÇUES EN PENSION						
- au jour le jour						
- à terme						
PRÊTS DE TRÉSORERIE						
- au jour le jour						
- à terme						
PRÊTS FINANCIERS						
AUTRES CRÉANCES						
INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR						
CRÉANCES EN SOUFFRANCE						
TOTAL		2			2	2

CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

en milliers de dirhams

ENGAGEMENTS	Secteur public	Secteur privé			2014	2013
		Entreprises financières	Ets non financières	Autre clientèle		
CRÉDITS DE TRÉSORERIE						
- Comptes à vue débiteurs						
- Créances commerciales sur le Maroc						
- Crédits à l'exportation						
- Autres crédits de trésorerie						
CRÉDITS À LA CONSOMMATION				19 909	19 909	23 523
CRÉDITS À L'ÉQUIPEMENT						
CRÉDITS IMMOBILIERS				8 982	8 982	10 250
AUTRES CRÉDITS						
CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE						
INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR						
CRÉANCES EN SOUFFRANCE			500 306		500 306	520 022
- Créances pré-douteuses			38 341		38 341	24 168
- Créances douteuses			45 667		45 667	22 837
- Créances compromises			416 298		416 298	473 017
TOTAL			500 306	28 891	529 197	553 795

DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE

en milliers de dirhams

DÉPÔTS	Secteur public	Secteur privé			2014	2013
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES À VUE CRÉDITEURS						
COMPTES D'ÉPARGNE						
DÉPÔTS À TERME			118 961		118 961	347 159
AUTRES COMPTES CRÉDITEURS			10 560		10 560	12 840
INTÉRÊTS COURUS À PAYER			3 241		3 241	8 419
TOTAL			132 762		132 762	368 418

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS

en milliers de dirhams

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
Participations dans les entreprises liées									
WAFI COMMUNICATION	Publicité	3 000	5,33 %	160	3	31/12/14	318	10	
Autres titres de participation	NÉANT								
TOTAL				160	3				

DETTES SUBORDONNÉES

en milliers de dirhams

RUBRIQUES	Montant global	Non apparenté	Apparentes				2014	2013
			Ets de cred & assim	Ets financières	Ets non financières	Autres apparentes		
DETTES SUBORDONNÉES À DURÉE INDÉTERMINÉE	50 000		50 000				50 000	50 000
Titres subordonnés à durée indéterminée								
Emprunts subordonnés à durée indéterminée auprès des ets de crédit	50 000		50 000				50 000	50 000
DETTES SUBORDONNÉES À DURÉE DÉTERMINÉE								
Titres subordonnés à durée déterminée								
Emprunts subordonnés à durée déterminée auprès des ets de crédit								
INTÉRÊTS COURUS À PAYER	13 440		13 440				13 440	10 613

CAPITAUX PROPRES

en milliers de dirhams

CAPITAUX PROPRES	Encours 2013	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 2014
Écarts de réévaluation				
Réserves et primes liées au capital	122 660			122 660
Réserve légale	15 000			15 000
Autres réserves	82 660			82 660
Primes d'émission, de fusion et d'apport	25 000			25 000
Capital	150 000			150 000
Capital appelé	150 000			150 000
Capital non appelé				
Certificats d'investissement				
Fonds de dotations				
Actionnaires. Capital non versé				
Report à nouveau (+/-)	370 632	99 101	-50 000	419 733
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)				
Résultat net de l'exercice (+/-)	99 101	-99 101	83 845	83 845
TOTAL	742 393	-	33 845	776 238



DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS

en milliers de dirhams

DET TES	Établissements de crédit et assimilés au Maroc			Établissements de crédit à l'étranger	2014	2013
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CRÉDITEURS		1 249 538			1 249 538	776 408
VALEURS DONNÉES EN PENSION						
- au jour le jour						
- à terme						
EMPRUNTS DE TRÉSORERIE						
- au jour le jour						
- à terme						
EMPRUNTS FINANCIERS		5 930 000			5 930 000	5 330 000
AUTRES DETTES						
INTÉRÊTS COURUS À PAYER		73 751			73 751	78 172
TOTAL		7 253 289			7 253 289	6 184 580

PROVISIONS

en milliers de dirhams

PROVISIONS	Encours 2013	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 2014
PROVISIONS DÉDUITES DE L'ACTIF SUR:	370 844	89 861	103 327		357 378
Créances sur les établissements de crédit et assimilés créances sur la clientèle					
Titres de placement					
Titres de participation et emplois assimilés	157				157
Immobilisations en crédit-bail et en location autres actifs	370 687	89 861	103 327		357 221
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	9 654	2 174	5 050	-	6 778
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature					
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux					
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges	9 654	2 174	5 050		6 778
Provisions réglementées					
TOTAL	380 498	92 035	108 377	-	364 156

VALEURS ET SÛRETÉS REÇUES ET DONNÉES EN GARANTIE

en milliers de dirhams

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnée	Montants des créances et des engagements par signature donnée couverts
Bons du trésor et valeurs assimilées			
Autres titres			
Hypothèques	1 184 026		
Autres valeurs et sûretés réelles	1 326 700		
TOTAL	2 510 726		
Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des créances et des engagements par signature donnée couverts
Bons du trésor et valeurs assimilées		NÉANT	
Autres titres		NÉANT	
Hypothèques		NÉANT	
TOTAL			

RÉSOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 26 mai 2015

PREMIÈRE RÉSOLUTION :

L'Audition et la discussion du rapport de gestion du directoire, du rapport général des Commissaires aux Comptes et du rapport du Conseil de Surveillance n'a pas soulevé de remarques particulières de la part de l'Assemblée Générale.

Par ailleurs l'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes, sur les conventions relevant de l'article 95 de la loi du 30 août 1996, approuve les conclusions dudit rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

DEUXIÈME RÉSOLUTION :

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du rapport du Directoire, du rapport du Conseil de Surveillance à l'AGO et des rapports général et spécial des Commissaires aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2014, approuve les comptes et les états de synthèse tels qu'ils ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans les comptes, se soldant par un bénéfice net de 83 845 461,40 DH.

TROISIÈME RÉSOLUTION :

L'Assemblée Générale décide, sur proposition du Directoire et du Conseil de Surveillance, d'affecter le bénéfice net de l'exercice 2014, soit la somme de 83 845 461,40 DH comme suit

Bénéfice net social de l'exercice	= 83 845 461,40 DH
+ Report à nouveau créditeur	= 419 732 746,19 DH

= Bénéfice distribuable	= 503 578 207,59 DH
- Dividende 2014	= 40 000 000,00 DH
= Report à nouveau créditeur	= 463 578 207,59 DH

Les dividendes seront payables au siège de Wafabail à compter du 15 juin 2015.

QUATRIÈME RÉSOLUTION :

L'Assemblée Générale après avoir pris connaissance de la mise en place de 3 conventions réglementées préalablement autorisées par le conseil de surveillance du 3 mars 2015, ratifie lesdites conventions et les actes de gestion qui en découlent et ce depuis leurs dates d'entrée en vigueur.

Lesdites conventions sont les suivantes :

- La convention d'assistance technique et de coopération, signée avec la SIB ;
- La convention de partenariat pour la gestion du recouvrement des créances impayées, signée avec Wafasalaf ;
- Le contrat de bail commercial, signée avec la SCI Barbara.

CINQUIÈME RÉSOLUTION :

Par suite de l'adoption des résolutions précédentes, l'Assemblée Générale confère à tous les membres composant le Directoire et le Conseil de Surveillance quitus définitif, et sans réserve, de leur gestion pendant l'exercice 2014 dont les comptes ont été ci-dessus approuvés et aux commissaires aux comptes pour leur mandat durant ledit exercice.

SIXIÈME RÉSOLUTION :

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un exemplaire original, d'une expédition ou d'un extrait du présent procès-verbal pour accomplir toutes formalités de dépôt, de publicité et autres qu'il appartiendra.

LEXIQUE & ABRÉVIATIONS

APSF	: Association Professionnelle des Sociétés de Financement
BAM	: Bank Al-Maghrib
BM	: Banque Mondiale
BTP	: Bâtiment et travaux publics
CBAO	: Compagnie Bancaire de l'Afrique Occidentale
CBM	: Crédit-Bail Mobilier
CBI	: Crédit-Bail Immobilier
CDCo	: Crédit du Congo
CEMAC	: Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CNDP	: Commission Nationale de contrôle de la protection des Données à caractère Personnel
FMI	: Fond Monétaire International
FBC	: Formation Brute du Capital
GE	: Grande(s) Entreprise(s)
HCP	: Haut-Commissariat au Plan
IDE	: Investissements Directs Etrangers
IMME	: Industries métalliques, mécaniques, électriques et électroniques
MADEX	: Most Active Shares Index
MASI	: Moroccan All Shares Index
MRE	: Marocains résidant à l'étranger
OCP	: Office Chérifien des Phosphates
Pdb	: Points de base – un centième de point de pourcentage: 100 pdb = 1%
PME	: Petite(s) et Moyenne(s) Entreprises
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNB	: Produit Net Bancaire
SCB	: Société Camerounaise de Banque
SIB	: Société Ivoirienne de Banque
TPE	: Très Petite(s) Entreprise(s)
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée
UGB	: Union Gabonaise de Banque
UMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine



وفا بای
Wafabail